COMPTE RENDU

Thème du débat :
Comment mettre fin à la crise du Darfour ? La France a-t-elle un rôle à jouer ?

Date du débat :
Mercredi 6 décembre à 19h30.

Lieu du débat :
Café du Marché
22, rue Ferragus
933000 AUBERVILLIERS.

Nombre de personnes présentes :
8 invités + le personnel et les clients du Café.

Personnalités invitées :
- **Jacky MAMOU, Président du Collectif URGENCE DARFOUR, ancien Président de Médecin du monde.**
- **Jacques SALVADOR, Maire-Adjoint à la jeunesse d'Aubervilliers (élu PS).**

Résumé succinct du débat :

Depuis février 2003, la région du Darfour, à l'Ouest du Soudan, est ravagée par un conflit qui oppose *grosso modo* des nomades arabisés à des paysans sédentaires. En réalité, la situation est beaucoup plus complexe.

300 000 morts. 2,5 millions de déplacés à l'intérieur du pays. 230 000 réfugiés au Tchad voisin. Une population estimée à 6 millions d'habitants. Nous sommes en présence de la plus grave crise humanitaire de ce début du XXI^{ème} siècle.

La communauté internationale semble impuissante face à ce génocide. On peut penser qu'aucune leçon n'a été tirée des évènements qui se sont produits en 1994 au Rwanda (800 000 victimes).

D'ailleurs, lors des six débats internes pour l'investiture du candidat socialiste à l'élection présidentielle, on a pu constater qu'aucun des trois compétiteurs n'a abordé la question du Darfour.

Quelles sont les réponses ou les nouvelles idées qui permettent de répondre aux questions posées par le débat :

Une situation bloquée.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé (résolution 1706), à la fin du mois d'août, l'envoi de 20 000 casques bleus (17 000 soldats et 3 000 policiers) au Darfour pour prendre la relève de la force de l'Union africaine. Il y a eu un blocage, car Khartoum est opposé à l'envoi de ces casques bleus.

Le pétrole pour enjeu.

L'explication par le pétrole n'est pas convaincante. On voit du pétrole partout. Certes le pétrole joue un rôle, néanmoins ce n'est pas une région où il y a un grand développement pétrolier. En tout cas, il n'y a pas de grands puits de pétrole en ce moment en activité au Darfour. Peut-être que le sous-sol regorge d'un certain nombre de richesses, mais il y en a ailleurs dans le Soudan. La guerre avec le Sud-Soudan a commencé dans les années 1950 ; à cette époque-là on ne parlait pas de pétrole.

Une guerre entre arabes et noirs.

Il faut comprendre que, dans cette histoire, tout le monde est noir.

C'est en train de devenir une guerre entre « arabes » (ou « arabophones ») et « africains » parce qu'il y a une instrumentalisation de la part du gouvernement des questions ethniques. Les mêmes techniques militaires qui ont été employées contre les chrétiens, sont employées ici contre les musulmans. Les dirigeants de Khartoum envoyaient, au nom du Jihad, des milices nomades arabes qui leur servaient de supplétifs contre les chrétiens du Sud.

L'administration soudanaise a une tradition d'ethnicisation des conflits. Le seul mode de régulation des difficultés de ce pays réside dans la violence, l'ethnicisation et les massacres. C'est clair. Il y a rarement eu un gouvernement qui s'est maintenu au pouvoir aussi longtemps et qui ait eu une constance aussi grande dans la manière d'affronter les problèmes, et ce toujours par des massacres génocidaires. Toujours. Il y a une espèce de mépris invraisemblable pour la population qui fait que ce gouvernement ne se maintient que par la force.

Que peut faire la France pour mettre fin au conflit ?

Sécuriser la frontière entre le Tchad et le Darfour, mais on peut aller plus loin. Cela peut isoler le Darfour, mais d'une certaine manière, il faut savoir ce qu'on veut à un moment donné. Les choses s'étendent très vite. Nous avons déjà 100 000 déplacés tchadiens à l'intérieur du Tchad. En quelques semaines les gens ont commencé à fuir. Au Tchad également on assiste à une ethnicisation du conflit. Il existe en effet une rivalité entre chrétiens et musulmans, entre ceux qui se réclament de leur africanité et ceux qui revendiquent leur arabité. Le conflit est en train de s'étendre.

Il faut un cordon de sécurité pour ne pas déstabiliser toute la région, éviter que la crise se propage.

Le mois dernier le Soudan a donné son accord sur le principe du déploiement au Darfour d'une force militaire mixte (la force « hybride ») comprenant des soldats de l'Union africaine et des casques bleus. Il s'agit d'un marché de dupes car, pour le gouvernement soudanais, les Nations unies doivent s'occuper de la logistique et l'Union africaine du commandement.

Qu'est-ce que vous pensez du Conseil de l'ONU de la semaine prochaine ? Ils ont mis le Darfour à l'ordre du jour.

C'est le conseil des droits de l'homme. Il s'agit d'une cuisine interne. Ils ont imposé le Darfour parce que jusqu'à maintenant il existait une Commission des droits de l'homme qui s'est ridiculisée d'elle-même. En effet, en 2004, le Soudan a été élu comme pays membre de cette commission alors qu'il avait déjà été accusé de crime contre l'humanité. Apparemment cela n'a dérangé personne. Il existe une nouvelle mouture de la Commission des droits de l'homme, le Conseil des droits de l'homme,

qui a réussi l'exploit de ne jamais mettre le Darfour à l'ordre du jour parce qu'il y a une coalition d'intérêts et d'alliés du Soudan qui va des chinois, aux cubains et aux azerbaïdjanais, etc., au point qu'il n'y a jamais la possibilité d'avoir une condamnation franche du régime soudanais. Qu'est-ce qui va sortir ? Même s'il sort une condamnation, elle sera modérée. Cela ne va rien changer sur le terrain.

Comment interprète-t-on l'extrême pudeur du Parti Socialiste ?

Jack LANG, qui est une figure du PS, est venu à des meetings. On ne sait pas trop comment interpréter l'attitude du parti. On pense que c'est la védrinisation de la politique étrangère qui doit continuer, c'est-à-dire on est très respectueux, on est très dans les équilibres, on a une tradition avec un certain nombre de pays, le Soudan fait partie des pays avec qui on a plutôt de bonnes relations ; surtout qu'il y a du business à faire.

Qui soutient la guérilla au Darfour ?

Très peu de gens. Ce fut d'abord les érythréens, puis les éthiopiens. Mais l'Ethiopie vient de rompre puisqu'elle a signé un accord avec le Soudan. Il y a aussi les *Zaghawa* du Tchad qui aident la guerilla.

En fait, c'est une armée de bric et de broc. Composée d'à peine 2 000 éléments armés de kalachnikovs.

Les membres de cette guérilla cherchent désespérément des appuis du côté américain mais ils n'arrivent pas à avoir cet appui.

Les américains sont pourtant les premiers à avoir dénoncé le génocide.

Chez les américains, il y a l'effet d'annonce et la réelle politique.

L'effet d'annonce : en 2004, le Secrétaire d'Etat américain Colin Powell déclare à l'ONU que nous sommes en présence d'un génocide.

La réelle politique : l'administration Bush est divisée sur la question du Darfour et du Soudan pour la raison simple que nous sommes dans l'après 11 septembre. Les services secrets américains sont à nu ; les technologies de l'intelligence ont subit un cuisant échec. Les américains cherchent avec opiniâtreté, dans le monde arabe, des services secrets pour les aider dans la lutte contre le terrorisme ; on pense même qu'ils ont passé un deal avec les soudanais de manière à ce que ceux-ci les aident dans cette lutte. Le chef des services secrets s'est rendu à Washington, il y a quelques mois.

On voit bien que la politique américaine est une politique d'annonce et non une politique effective. De plus, la guerre en Irak fait que les américains n'ont peut-être pas envie de se mettre à dos un autre pays du monde arabe. Ils sont extrêmement précautionneux et pas très offensifs. Il faut comprendre que ceux qui poussent beaucoup aux Etats-Unis d'Amérique, et Colin Powell en est une bonne figure, se cachent derrière l'*African Caucus* : la coalition des élus noirs dans les différentes chambres des représentants ; celle-ci a toujours eu une tradition très forte d'intérêts par rapport à l'Afrique.

Par rapport aux précédents conflits, comme aux Kossovo, quel type d'intervention serait utile ?

On peut commencer par demander une interdiction des vols dans la région du Darfour et un arrêt des bombardements. Voilà quelque chose que les français pourraient très bien réaliser. Ce serait déjà un progrès, un pas supplémentaire. Mais, c'est sûr, on serait dans une stratégie de tension.

Comment peut-on arrêter les milices *Janjawid* ?

Cela arrange beaucoup le gouvernement soudanais de dire que ces milices sont incontrôlées. Il est probable qu'il y ait un certain nombre d'éléments incontrôlés. Une chose est sûre, ces milices ne sont pas incontrôlées : elles sont payées, entraînées, organisées, encadrées, par Khartoum ; c'est de notoriété publique.

Malgré leur déni, les dirigeants de Khartoum se sont fait prendre la main dans le sac. *Human Rights Watch* a publié sur son site des documents qui montrent un général de l'Armée soudanaise donnant des ordres aux milices dans une région du Darfour.

On sait qu'à partir de septembre, ces milices ont eu quelques revers. Cela sous-entend que l'entraînement dont elles bénéficient n'est pas sensationnel. Si on leur coupe les vivres et les munitions, les actions dirigées contre les populations civiles devraient baisser d'intensité. D'autant que ces milices ne sont pas motivées par une démarche politique. S'il y avait une volonté de Khartoum les choses pourraient être réglées pour l'essentiel.

Pourquoi l'ONU ne qualifie pas cette crise de génocide ?

Parce que la Charte des Nations Unies impose, si on déclare un génocide, une discussion au Conseil de Sécurité pour voir si on ne doit pas intervenir militairement.

Qu'est-ce qu'on attend de Ségolène ROYAL en tant que candidate du Parti socialiste ?

D'abord qu'elle parle du Darfour. Ce serait déjà pas mal. Elle n'en a pas beaucoup parlé pour le moment.

Quelles sont les recommandations que vous pouvez proposer en complément des réponses formulées :

Le gouvernement soudanais a peur des casques bleus, la présence de ces derniers affaiblirait considérablement ce gouvernement sur le plan politique. Il faut comprendre que ce gouvernement règne sur Khartoum et la Vallée du Nil uniquement ; il y a d'autres régions du Soudan, l'Est par exemple, où les populations réclament elles aussi une meilleure répartition des richesses. Donc ce gouvernement peut tomber. Il peut tomber avec la présence des casques bleus. C'est pourquoi il faut maintenir coûte que coûte la présence de ces casques bleus.

Khartoum bénéficie du soutien des Russes et des Chinois, ce qui complique considérablement les choses. Vis-à-vis des chinois on peut imaginer un discours intelligent : un accord qui ferait qu'on leur donne une sorte de garantie, que leurs intérêts ne seraient pas lésés. Ce qui les intéresse, c'est leur approvisionnement en pétrole. En ce qui concerne les Russes, les choses sont différentes ; nous avons plus les moyens de discuter avec eux.

On voudrait que Ségolène rue dans les brancards.

Vous trouverez ci-dessous une synthèse des interventions :

I – EXPOSE LIMINAIRE DE FRED MARIVAL

Fred MARIVAL est titulaire d'un D.E.A. d'Etudes africaines. Secrétaire de chancellerie, il a travaillé à N'Djamena (TCHAD) de 2001 à 2004.

A) Présentation du Darfour.

Le Darfour en arabe signifie « patrie, terre ou maison des *Four* ». L'ethnie Four est un peuple de paysans noirs qui habitent le massif montagneux du Djebel Marra. Ce groupe dominait un royaume longtemps indépendant, mais qui a été incorporé au Soudan en 1916.

Administrativement, le Darfour se compose de trois provinces : Gharb Darfour (Darfour occidental), Chamal Darfour (Darfour septentrional) et Djanoub Darfour (Darfour méridional). C'est une région presque aussi grande que la France qui couvre une superficie de 510 000 km^2.

Les trois principales communautés du *Darfour* sont les *Four*, les *Masalit* et les *Zaghawa*.

Un processus de paix signé avec les rebelles du Sud-Soudan[1] semble avoir encouragé les populations du Darfour à prendre les armes.

Ce conflit du Darfour est de nature à remettre en question l'ensemble du processus de paix au Soudan ; il est même en train de déstabiliser les pays voisins : le Tchad et la République centrafricaine.

[1] Un accord de paix a été signé à Nairobi (KENYA) entre John Garang, leader du Sudan People's Liberation Army/Movement (SPLA/M), et le vice-président Ali Osman Taha, représentant du gouvernement soudanais. Il met fin à 21 ans de guerre civile entre l'Etat, dominé par les musulmans, et les miliciens chrétiens de Garang. Cet accord prévoit un régime d'autonomie de 6 ans au Sud-Soudan, période à l'issue de laquelle un référendum d'autodétermination sera organisé.

---

[2] Armée de Libération du Soudan (ALS).
[3] En 1990, Abdallah Abakkar était l'un des commandants du raid triomphal qui, parti du Darfour, avait installé Idriss Déby Itno au pouvoir à N'Djamena (Tchad).
[4] Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE).
[5] Cette population était estimée à 34 000 000 en 2003.
[6] Un peu comme si toutes les richesses de la France se trouvent concentrées à Paris.
[7] 2 505 813 km^2.
[8] Contre la faim.

B) Les causes de la crise.

Le Darfour est en crise depuis la sécheresse et la famine du milieu des années 1980. La situation s'est détériorée année après année. Ainsi, tout au long des années 1990 des guerres locales, le plus souvent ignorées à l'étranger, ont éclatées. Toutefois, ce n'est que lorsque les populations opprimées se sont défendues et ont formé une rébellion que la communauté internationale a commencé à ouvrir les yeux.

Dans la plupart des cas, l'initiative des hostilités revient aux communautés arabisées. Pour désigner leurs milices se répand un vocable terrifiant, *Janjawid*, mot composé qui signifie approximativement « les cavaliers du diable armés de kalachnikov ». Ces milices *Janjawid* sont des mercenaires à la solde du gouvernement de Khartoum. Elles sont instrumentalisées à des fins économiques, d'autant que la région du Darfour recèle du pétrole.

A partir de 2001, les attaques de villages, les razzias et les vols de troupeaux se sont multipliés, notamment entre Nyala (Darfour méridional) et Al-Genaïna (Darfour occidental), éprouvant particulièrement les communautés *Masalit* et *Four*.

Le caractère systématique et massif des assauts convainquit les victimes qu'une tentative coordonnée de « nettoyage ethnique » était à l'œuvre.

Le 25 février 2003, un Front de Libération du Darfour (FLD) présidé par l'avocat Abdel Wahid Mohamed Nur, déclenche une insurrection dans le Djebel Marra. Une rébellion qui va unir la quasi-totalité des communautés du Darfour. Fondé un peu plus d'un an auparavant, le FLD s'appuie sur des milices d'autodéfense villageoise *four*. En mars 2003, pour signifier son élargissement aux autres communautés, notamment *Masalit, Zaghawa* et *Berti,* il prend l'appellation de Sudan Liberation Army (SLA).[2]

Ayant à leur tête un chef militaire expérimenté, Abdallah Abakkar,[3] les rebelles obtiennent des succès notables. En réaction, le Président Umar Al Bachir transfère des unités militaires du Sud-Soudan et cherche à verrouiller les frontières avec le Tchad et la Libye. Mais le désert reste incontrôlable.

C) Les effets de la crise.

L'humiliation étant à son comble. Le Président soudanais va limoger les gouverneurs du Darfour et faire arrêter de nombreux intellectuels soupçonnés de sympathie pour la rébellion, à Nyala (Darfour méridional) et Al Fashir (Darfour septentrional). Le général Osman Mohamed Kibir, nouveau gouverneur du Darfour septentrional, enrôle officiellement les milices *Janjawids*, les arme et leur donne carte blanche.

Dès lors, les exactions se multiplient. Les insurgés continuent à marquer des points mais leurs villages sont attaqués.

Le 3 septembre 2003 un accord de cessez-le-feu est signé à Abéché (Tchad), sous l'égide d'une médiation tchadienne, entre le gouvernement soudanais et les rebelles de la SLA. Il sera sans lendemain.

Pendant ce temps, un second groupe de rebelles, Justice and Equality Movement (JEM),[4] mène des actions dans le Darfour septentrional. Il est présidé par le Dr Khalil Ibrahim, ancien membre du parti islamique du Docteur Hassan El Tourabi. Ce groupe, composé principalement de *Zaghawa,* et qui rêve d'un vaste Soudan central allant de la Mer Rouge au Darfour, ne sera pas invité à Abéché.

Ecartés, eux aussi de l'accord, les *Janjawid* poursuivent leurs razzias. Les attaques seront de plus en plus souvent coordonnées avec les bombardements de l'aviation gouvernementale.

C'est la politique de la terre brûlée. Destructions de villages et de récoltes. Vols de bétail. Meurtres. Viols. Enlèvements. Esclavage sexuel. Torture. « L'enfer sur terre » selon les propres mots de Kofi Annan. Les premières victimes de cette crise sont les enfants et les femmes.

D'aucuns disent qu'il s'agit d'une guerre ethnique : d'un côté, des fermiers sédentaires ; de l'autre, des miliciens *Janjawid.* En somme, un conflit qui opposerait des paysans noirs dans le rôle de victimes, et des nomades arabes, dans celui de bourreaux. Mais, dans cette histoire, tout le monde est noir. D'ailleurs, les *Janjawid*, ne se revendiquent pas du tout « arabes » ; ils sont généralement de même confession que leurs victimes.

Il est à noter cependant que la Soudan a été un bastion du pan-islamisme politique, pendant près d'une décennie, et que Oussama Ben Laden y avait même reçu l'hospitalité après la première Guerre du Golfe.

II – INTERVENTION DU DOCTEUR JACKY MAMOU

Le Docteur Jacky MAMOU, ex-président de Médecins du Monde (MDM), est président du Collectif URGENCE DARFOUR. Il est l'auteur de *L'humanitaire expliqué à mes enfants*, Editions du Seuil, Paris, 2005.

Le collectif URGENCE DARFOUR est une coalition d'ONG, d'association, de personnalités, de militants et de citoyens qui essaie de sensibiliser l'opinion française sur la question du Darfour. Il a été créé de façon formelle en 2005, mais il existait déjà depuis un an et demi. Les statuts de l'association ont été enregistrés le 8 février 2006.

Quand il s'est aperçu que les ONG et les humanitaires étaient bâillonnés du fait de leur présence sur le terrain et qu'ils ne pouvaient pas communiquer, Jacky MAMOU a pris l'initiative de créer ce collectif dont il est devenu le président.

Il a une vision de la situation au Darfour un peu plus nuancée que Fred MARIVAL.

Avant toute chose, nous devons essayer de comprendre ce que représente le Soudan. La population du Soudan est de 41 236 378 habitants.[5]Le Soudan est un pays qui

comporte une mosaïque de 500 ethnies différentes, donc c'est un pays extrêmement hétérogène du point de vue de la composition ethnique.

Il se caractérise par trois grandes composantes :

- **Première composante. C'est un pays qui est à la charnière de deux sociétés : un Monde arabo-musulman et un Monde negro-africain.**
- **Deuxièmement. Le Soudan utile est la région de Khartoum, c'est-à-dire de la vallée du Nil. Les richesses intellectuelles, économiques, financières, etc., sont concentrées dans cette seule région.[6] Tout le reste n'est qu'une périphérie où finalement les gens sont délaissés.**
- **Troisième contradiction. C'est un pays à majorité musulmane mais où on distingue diverses minorités chrétiennes, traditionnalistes (ou « animistes »).**

En gros, ce pays est contrôlé depuis toujours par les élites arabes de Khartoum.

C'est aussi un pays qui a une grande tradition esclavagiste, un des derniers à avoir été condamnés par les Nations Unies pour le trafic d'esclaves. A ce propos, le Sud-Soudan, où sont assemblées des populations négro-africaines, chrétiennes, traditionnalistes ou « animistes », constituait un vivier d'esclaves ; un réseau qui poussait ses ramifications vers le Nord et les pays du golfe.

Quand on est noir au Soudan, c'est-à-dire africain, il y a tout de suite une différence marquée du point de vue culturel. D'où cette appellation, pour le moins connotée, *Zourga* qui signifie que « vous êtes noir, mais aussi descendant d'esclave ».

Ce sont-là des éléments culturels très importants à comprendre. Pour un esprit européen cela ne semble pas toujours rationnel.

En fait, le Soudan est un pays très difficile à gouverner. Avec des problèmes à ne plus finir. C'est un pays très vaste, le plus vaste pays du continent africain[7] (cinq fois plus grand que la France) et qui regroupe plus de 500 ethnies.

La conception de ceux qui prirent le pouvoir en 1989, par un coup d'Etat, est une conception très jacobine du pouvoir, très centralisateur, et qui se réclame d'un islamisme militant. Les putschistes sont issus des Frères musulmans, ceci explique aussi la connexion avec le terrorisme international et Ben Laden, comme l'a souligné Fred MARIVAL. Le grand penseur de tout cela, c'est El Tourabi ; il a été longtemps l'allié de d'Al Bachir ; pour lui, le pouvoir ne pouvait être qu'islamiste. Voilà pourquoi la guerre a repris d'une manière très forte avec les sudistes alors qu'on était dans un processus de négociations, en tout cas de diminution du conflit depuis très longtemps. Et ce n'est pas pour des raisons pétrolières, car dans le milieu des années 1950 où la guerre a commencé, il n'y avait pas encore de pétrole à ce moment-là. Il s'agit avant tout d'un problème de revendication des sudistes. Le coup d'Etat de 1989 n'avait d'autres objectifs que d'arrêter les négociations avec le Sud et imposer une solution par la force. Le pays est dirigé, depuis cette époque par un groupe militaro-islamique.

Cette guerre avec le Sud, qui a commencé dans les années 1950, a repris avec une intensité particulière à la fin des années 1980. Elle a suscité la plus grande opération humanitaire[8] des Nations Unies : l'opération Life line. Sous la très forte pression internationale, elle a aboutit à un processus de paix au début de l'année 2005. Bilan de cette guerre : 2 millions de morts et 4 millions de déplacés.

L'accord de paix a donné des idées à d'autres, en particulier aux gens du

Darfour, quasiment abandonnés par le pouvoir central. Une rébellion en est sortie ; cependant, elle n'est pas sortie de rien. Elle est sortie de la grande difficulté de la région du Darfour, située à l'Ouest du Soudan, dont une bonne majorité de gens qui se réclament de leur africanité, c'est-à-dire essentiellement trois groupes : les *Four*, les *Masalit* et les *Zaghawa.* Les *Four* constituent le groupe le plus important ; ils représentent 30 à 35% de la population locale. Ces groupes africains se sont affrontés depuis une décennie avec leurs voisins *dafouri* arabes, arabophones ou qui se réclament de leur arabité. Il faut comprendre que tout le monde est noir au Soudan. Les distinctions ne sont pas faites à partir de données morphologiques. Pour un français, ce n'est pas facile à comprendre car il existe des codes : vestimentaires, culturels, etc. Vu de l'extérieur, c'est incompréhensible. Mais vu de l'intérieur, c'est évident.

Donc des tensions ont eu lieu pour des raisons que le précédent intervenant a soulignées :

- Tout d'abord, à cause de la sécheresse. La région a connu des vagues épouvantables de sécheresse comme toute la région su Sahel et du Sud Sahel.
- Ensuite, à cause d'une démographie galopante, due au progrès de la médecine, ce qui entraîna une baisse de la mortalité.
-Enfin, à cause de l'augmentation du bétail.

Considérons les choses de façon syncrétique. D'un côté, des communautés africaines composées principalement de paysans ; de l'autre, des communautés arabophones ou arabes, constituées des nomades. Sécheresse. Augmentation de la démographie et du bétail. Conflits de plus en plus longs. Chaque fois, lors de ces conflits, nous avons l'administration de Khartoum qui laisse faire ou condamne les africains. Ces derniers en auront assez.

En 2000, les élites du Darfour sortent ce qui deviendra leur manifeste politique, *Le livre noir*, dans lequel elles dénoncent le *statu quo* : les richesses accumulées à Khartoum par le groupe arabo-islamique qui dirige le pays, l'indulgence ou la mansuétude que bénéficient ceux que les gouvernants considèrent comme des alliés naturels.

Ayant le sentiment d'être des laissés-pour-compte, sinon des gens qu'on terrorise, les paysans du Darfour finiront par se rebeller. Il y aura toute une série de conflits qui précèdent la guérilla et que Fred MARIVAL a notée à juste titre.

En février 2003, c'est l'insurrection. La réponse du gouvernement a été une réponse épouvantable. On présente de temps en temps l'histoire du Darfour comme une guerre civile ; en fait, il s'agit d'une guerre contre les civils. La politique que va employer le gouvernement politique de Khartoum va être une politique systématique d'élimination, de nettoyage, de massacres, de viol employé comme arme de guerre. On massacre les hommes ; on viole en public les femmes, on les humilie, puis on les laisse repartir pour qu'elles aillent disséminer plus loin la terreur engendrée par ce genre de pratique.

Il faut savoir que sur les 6 millions d'habitants du Darfour, 4 millions environ sont des paysans africains, 2,5 millions sont déplacés, 300 000 sont morts et 250 000 sont réfugiés. Quand on fait le compte, on est en droit de se demander : « qu'est-ce qui reste de cette population ? »

On est dans une situation de nettoyage ethnique épouvantable, de crime contre l'humanité. Par définition, il s'agit d'un génocide, c'est-à-dire l'élimination d'une partie de la population pour ce qu'elle est. Un certain nombre de documents et de déclarations font penser qu'il y a préméditation. Ce groupe islamique (membre de la Ligue arabe) qui dirige le Soudan avait, dès le début, le projet politique et l'ambition d'arabiser le Darfour ; ses membres le disent et le revendiquent. Ils veulent avoir à leur frontière des populations sûres, en accord avec le projet politico-culturel du gouvernement soudanais. Au début on a pris cela à la légère, et puis peu à peu les choses ont pris de l'ampleur. Malheureusement, ce à quoi on assiste, c'est à une démission des Nations Unies. Elles font un certain nombre de résolutions qui ne sont pas appliquées. Dans un premier temps on a eu l'idée, puisque le conflit a lieu en Afrique, d'inciter les africains à prendre en charge le problème. Des troupes de l'Union africaine (UA) ont été dépêchées, 7000 soldats sur un territoire grand comme la France. Les soldats engagés disposent de peu de moyens : ils sont mal équipés, sous-payés et vivent de la corruption. De plus, leur mandat n'était pas un mandat de protection de la population civile, mais un mandat d'observation. Donc, ils ne servaient à rien. Ce fut un échec total. Face à cet échec, les Nations Unies décident le 31 août 2006, d'envoyer des casques bleus (résolution 1706). Le gouvernement de Khartoum n'en veut pas. On a une espèce de division internationale du travail où les occidentaux pour se donner bonne conscience envoient des organisations humanitaires qui travaillent dans des conditions déplorables puisque ces organisations sont harcelées par le gouvernement soudanais. Il n'empêche qu'en octobre 2004 Al Bachir a déclaré que « les ONG sont les amis du Soudan ». Les organisations humanitaires maintiennent en vie 2,5 millions de personnes environ qui ont tout perdu. Ces personnes vivent de la mendicité internationale. Elles ont perdu leur terre. Leurs villages sont brûlés ; elles ne peuvent donc y retourner. Les Nations Unies font des résolutions et de beaux discours, pendants ce temps les massacres continuent. C'est le *statu quo.* Depuis septembre, on observe une recrudescence effroyable des attaques contre les civils. On assiste aussi à une extension régionale de la crise. Le Tchad commence à être sérieusement déstabilisé. Pour des raisons internes, parce que les opposants du Président Déby considèrent qu'il a une manière pas très sympathique et démocratique de gérer son pays. Et pour des raisons externes, parce que le Soudan entend fragiliser le Tchad. Traditionnellement les rébellions contre le gouvernement de N'Djaména (TCHAD) partent du Darfour. En vérité, les militaro-islamistes du Soudan veulent mettre en place un gouvernement au moins allié chez leurs voisins tchadiens. D'autant que le Tchad a une grande frontière avec le Soudan. La République centrafricaine est elle aussi touchée par la crise. On évalue à 30 ou 40 000 les réfugiés *dafouri* en République centrafricaine, pays dans lequel l'exercice du pouvoir ne semble pas non plus très démocratique.

Ce processus aboutit donc à :

- Une déstabilisation régionale très importante.

- Une ethnicisation de la société qui est instrumentalisée par les uns et par les autres : les « arabes » d'un côté, les « africains » de l'autre. Cela a même eu des répercussions dans un pays comme le Niger qui n'a pas de frontière avec le Soudan. Puisque le gouvernement nigérien a pris la décision d'expulser arbitrairement les communautés « arabes » pacifiques, longtemps installées dans le pays. Toutefois devant le tollé soulevé par l'affaire, il a dû revenir en arrière.

Cette ethnicisation a donc des répercussions dans toute la région, et tout laisse à

penser qu'on va vers une explosion généralisée. Par rapport à ces évènements la communauté internationale reste très timide et très timorée. Une attitude d'autant plus incompréhensible que ce gouvernement soudanais n'a rien de sympathique. Il faut savoir que lorsqu'il a pris le pouvoir en 1989, ce groupe militaro-islamique, issu du Front National Islamique (FNI), était minoritaire dans le pays ; il avait en effet obtenu moins de 10% des voix aux élections parlementaires qui ont eu lieu quelques mois auparavant. Deuxièmement, c'est un gouvernement qui a de gros problèmes sociaux ; malgré les richesses du pétrole, il n'arrive pas à faire une répartition un tant soit peu équitable ; d'ailleurs, cela fait quelques semaines, des émeutes de la faim ont éclaté à Khartoum, parce que des organisations syndicales et des organisations de travailleurs avaient manifesté très fortement. Troisièmement, c'est un pays qui a une tradition de poursuite et de harcèlement de la presse. Deux journalistes soudanais ont même été tués récemment. Donc les dirigeants de Khartoum sont des gens odieux qui malgré tout bénéficient d'une mansuétude sur le plan international. Comment expliquer cette indulgence ? L'explication peut être fournie par une analyse géopolitique. A ce propos, le Soudan bénéficie de l'appui de trois alliés de poids : La Chine, la Fédération de Russie et la Ligue arabe.

1. **La Chine. Elle est devenue le plus important partenaire commercial du Soudan. 30 à 40 000 coopérants chinois ont déjà été envoyés là-bas. Elle se distingue surtout en tant que principal importateur de l'or noir soudanais. Actuellement, le pétrole soudanais représente à peu près 8% des besoins énergétiques chinoises. C'est énorme.**
2. **La Russie. La Fédération de Russie est le second pays qui soutient le régime de Khartoum. Les Russes ont essentiellement des intérêts économiques en termes d'armement. Ce sont les avions et les hélicoptères russes qui bombardent les villages, par exemple les Antonov. Récemment encore le Ministre de la défense soudanais est allé à Moscou pour négocier l'achat d'avions.**
3. **La Ligue arabe est le troisième allié de Khartoum. Etant donné que le Soudan est un Etat membre de la Ligue arabe, elle le soutient inconditionnellement. On aurait pu quand même espérer une modération de la politique de Khartoum vis-à-vis des populations civiles.**

Sans une mobilisation internationale très forte, il est probable que les massacres continuent sur une très grande échelle. Le meilleur spécialiste français du Soudan, Gérard PRUNIER pense qu'on va atteindre d'ici quelques mois les 500 000 morts. On estime qu'environ 10 000 personnes sont tuées chaque mois. Nous essayons de nous mobiliser pour bousculer les habitudes.

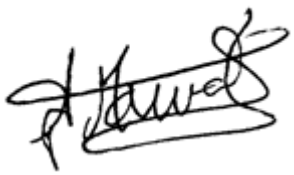
Il faut savoir que la France a d'abord des intérêts économiques notables. Total a entrepris des investissements pétroliers importants au Soudan. Un certain nombre de groupes français comme Alcatel, Accor ou d'autres, ont également investi dans le pays. Et puis, la France a toujours fait preuve d'une grande mansuétude à l'égard de l'administration soudanaise. Les bonnes relations ont permis l'extradition en 1994 du terroriste Carlos (né Ilitch Ramirez Sanchez). Il sera condamné à la prison à perpétuité pour un triple meurtre commis en 1975 à Paris. En échange, Paris a remis à Khartoum des photos prises par satellite Spot permettant de localiser les positions de la guérilla sud-soudanaise. Voilà le genre de petits services que se rendent nos gouvernements respectifs. Le gouvernement français a toujours eu une attitude d'une grande prudence, pour ne pas dire d'une grande indulgence, envers le Soudan. Il est un peu gêné pour ce

qui se passe au Tchad, cela explique le récent voyage de Villepin au Tchad pour essayer d'obtenir, sur la frontière au moins, le déploiement des troupes françaises avec un mandat des Nations Unies. L'objectif avoué étant la sécurisation de la zone. Mais, pour autant la situation à l'intérieur du Soudan est épouvantable. D'où notre démarche qui est d'essayer de secouer un peu le cocotier et d'alerter l'opinion française.

Reportage France2
http://www.dailymotion.com/visited/search/darfour/video/xjrc0_les-barbares-du-darfour

Date et signature du rapporteur :

Le 5 janvier 2007.



Fred MARIVAL.